



RECUEIL DES FICHES EXPÉRIENCES

2023

Pôle Ressources

Ville et développement social



PRÉAMBULE

Le Pôle ressources ville et développement social, centre de ressources Politique de la ville ouest francilien (Hauts-de-Seine, Val d'Oise, Yvelines), consacre chaque mois la 3ème page de sa lettre d'information Résonances à la valorisation d'une expérience locale sur ces territoires, en lien avec la Politique de la ville, et plus largement le développement social et territorial.

Sous forme d'articles, ces fiches expériences restituent les échanges issus d'interviews menées auprès de porteuses et porteurs de projet. Elles rendent compte d'une démarche inscrite dans le temps : genèse, partenariats engagés, forces et/ou difficultés ayant pu être rencontrées, perspectives.

Les articles s'attachent à varier les thèmes, les porteur·seuses de projets - collectivités territoriales, associations, institutions, bailleurs sociaux... -, ainsi que les territoires d'action, tout en donnant à voir la diversité et la richesse des initiatives, ainsi que le dynamisme à l'oeuvre et la capacité à innover face aux défis rencontrés.

L'ensemble des articles réalisés cette année 2023 - par Guillaume Dejardin, Franck Doucet, Caroline Dumand, Marie Gourgouillon, Teodora Rangelova, Noémie Siéfert -, est regroupé au sein de ce recueil.



SOMMAIRE

« LES JEUNES FILLES PRENNENT LA PAROLE » : UNE DÉMARCHE POUR OEUVRER A L'ÉGALITÉ DE GENRE, ASSOCIATION L'AFASE, SARCELLES - JANVIER	P.6
SOLICYCLE : DES ATELIERS-VÉLOS SOLIDAIRES EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DU RÉEMPLOI, ASSOCIATION ÉTUDES ET CHANTIERS, ANTENNE VALDOISIENNE - FÉVRIER	P.8
RENFORCER LES COMPETENCES PSYCHOSOCIALES DES ENFANTS POUR AGIR SUR LE BIEN-ETRE ET LES RELATIONS, CLSM DE GENNEVILLIERS - MARS	P.10
DES JEUNES S'ENGAGENT DANS UNE EXPÉRIMENTATION POUR DÉCONSTRUIRE LES MYTHES DU TRAFIC, MILDECA, VILLE DE SARCELLES - AVRIL	P.12
L'UTILISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX POUR PALLIER AUX DIFFICULTÉS À TOUCHER LES JEUNES FILLES, MISSION LOCALE, CERGY-PONTOISE - MAI	P.14
FAVORISER L'ALLIANCE ÉDUCATIVE POUR LA RÉUSSITE DES JEUNES, AVEC LES PARENTS, VILLE DE CHANTELOUP-LES-VIGNES - JUIN/JUILLET	P.16
RETOUR SUR... LE 19.59 : UN TIERS-LIEU EN FAVEUR DE L'INSERTION ET DE L'ALIMENTATION DURABLE, ASSOCIATION RER, GARGES-LÈS-GONESSE - AOÛT/SEPTEMBRE	P.18
LE TRIPORTEUR DE PAROLE : UN NOUVEL OUTIL POUR ALLER A LA RENCONTRE DES HABITANT·ES, CU GRAND PARIS SEINE ET OISE/ CASGBS - OCTOBRE	P.20
ENCOURAGER L'INTERCONNAISSANCE ET LA CULTURE DE LA SANTÉ MENTALE, CLSM DE L'AGGLOMÉRATION DE CERGY-PONTOISE,- NOVEMBRE	P.22
L'AUDIOVISUEL COMME OUTIL POUR FAVORISER L'INSERTION DE JEUNES DE QUARTIERS, ASSOCIATION VERSION ORIGINALE, ASNIÈRES-SUR-SEINE, COLOMBES, NANTERRE,- DÉCEMBRE	P.24



Le Pôle ressources ville et développement social, centre de ressources Politique de la ville ouest francilien, est un facilitateur au service des acteur·rices du développement des quartiers et des territoires. L'association exerce une mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnel·les, acteur·rices de la société civile (tels les conseils citoyens) et élu·es de l'ouest francilien, dans les domaines du développement social et territorial.

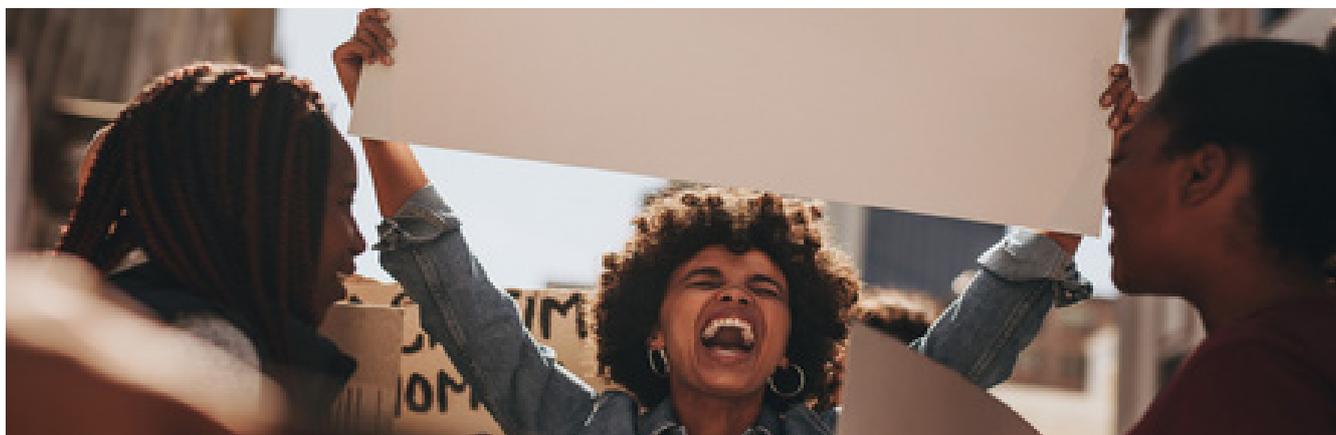


Direction de publication : **Guillaume Dejardin, Caroline Dumand**

Direction de la rédaction : **Caroline Dumand**

Contributions : **Franck Doucet, Caroline Dumand, Marie Gourgouillon, Teodora Rangelova, Noémie Siéfert**

Chargé d'édition : **Kaki Agency**



📍 Sarcelles

« LES JEUNES FILLES PRENNENT LA PAROLE » : UNE DÉMARCHE POUR ŒUVRER A L'ÉGALITÉ DE GENRE

L'Afase - Association des femmes africaines de Sarcelles -, propose, parmi ses actions, une démarche spécifiquement dédiée aux jeunes filles du territoire, en vue de favoriser leur émancipation et leur pouvoir d'agir.

A sa création en 1988, la vocation de L'Afase, - Association des femmes africaines de Sarcelles - (créée par Rokyatou Dembélé, actuelle présidente), était d'accompagner les femmes des travailleurs immigrés dans leur accès aux droits. Puis, elle s'est dotée d'une mission d'accueil plus global et d'appui aux femmes migrantes, pour, explique sa directrice, Ramata Dembélé, *répondre à des problématiques comme le mariage forcé ou l'excision, et plus largement, de tout ce qui relève des violences faites aux femmes, avec pour dynamique de « faire pour et par les femmes »*. L'Afase a ainsi mis en place des cours de français, des permanences d'écrivain public, autour de la parentalité, de la médiation. Puis, l'association a développé des actions envers les jeunes (aide aux devoirs, insertion professionnelle ou encore santé). *Aujourd'hui, elle accompagne les publics, notamment des personnes en vulnérabilité extrême, dans leur parcours de vie sociale et d'insertion professionnelle*, poursuit Ramata Dembélé.

Le confinement, élément déclencheur d'une démarche dédiée aux jeunes filles

Le premier confinement a vu une explosion des phénomènes de violences à l'encontre des femmes. Cette période était extrêmement compliquée, car freinant fortement la libre circulation et les échanges. L'association a donc mis en place, au sein du centre commercial « My Place » à Sarcelles, des permanences afin de pouvoir informer et sensibiliser le public à cette problématique. *Néanmoins, se remémore Ramata Dembélé, on s'est vite rendu compte que c'était compliqué, car les familles venaient ensemble faire leurs courses, ce qui ne facilitait guère une libération de la parole*. Cette expérience a cependant permis de prendre conscience du fait que chacun-e est concerné-e, et de développer une réflexion pour proposer des temps de sensibilisation à l'égalité entre les femmes et les hommes, plus spécifiquement à destination des jeunes filles. *En effet, ces dernières représentent un public que l'on perd souvent dans le tissu associatif. Et un centre commercial est un lieu de promenade de proximité, qui peut donc être un espace de captation de l'attention des adolescentes, permettant d'« aller vers », explique Ramata Dembélé.*

Outiller et informer sur l'égalité via un lieu de prévention par et pour les filles

Une rencontre avec la direction de MyPlace permet alors à l'association de disposer gracieusement d'un local commercial inoccupé, afin de le faire vivre autrement. Un rendez-vous hebdomadaire y est ainsi proposé, tous les mercredis après-midi, avec un accueil assuré par l'Afase ainsi que l'association Du côté des femmes. La démarche, appuyée par la préfecture du Val d'Oise et la ville de Sarcelles, débute en 2021, avec un groupe d'adolescentes déjà actives au sein de l'association dans le cadre du CLAS - Contrat local d'accompagnement à la scolarité. Ce « noyau » de 7 jeunes filles va impulser la dynamique du groupe, avec, ensuite, une vingtaine de jeunes filles qui vont participer aux différents projets. *Au-delà, ce lieu vise également à (ré) investir l'espace public, souvent occupé par les garçons, poursuit la directrice, et à interpeller, par le biais d'affiches, d'expositions, de temps d'échanges, sur des thèmes comme le harcèlement.* Des rencontres, avec différents partenaires, autour de la santé (avec une nutritionniste sur l'éducation à l'alimentation ou une infirmière sur le rapport au corps), de l'accès aux droits avec l'Afase ou de l'insertion avec la mission locale, sont programmées. Des temps d'information pédagogiques sont menés, avec l'histoire de femmes inspirantes en France et dans le monde. Des sujets complexes sont abordés, comme le consentement ou les violences dans le couple (sous forme de jeux, avec notamment l'utilisation d'un violentomètre géant), avec Du côté des femmes. Ces moments visent à vulgariser le sujet de l'égalité femmes/hommes pour les jeunes filles.

Des actions portées avec les adolescentes pour développer la confiance en soi

En s'appuyant sur leurs ressentis en matière d'inégalités filles-garçons et leurs propositions de changements, les adolescentes ont également développé des supports sur des thèmes en lien avec les inégalités. Elles ont travaillé à l'élaboration d'un logo et d'un slogan pour s'identifier, puis d'un questionnaire, testé dans les allées du centre commercial, pour inviter d'autres jeunes filles au sein du local. Elles sont également allées à la rencontre de femmes occupant des postes à responsabilité (directrice de cabinet...) avec un questionnaire abordant le sexisme dans le monde du travail. Les adolescentes ont également réalisé un fanzine, mettant une image symbolique face à une phrase forte, dans l'objectif de distribuer cet outil dans les collèges et les lycées. Tous ces projets participent à développer leur autonomie, à apporter de la confiance en soi, à gagner en compétences sur le terrain, énumère la directrice. Et, le 19 octobre dernier, elles ont déposé à la mission locale le fruit d'une collecte effectuée auprès des client-es du centre commercial Auchan, qui visait à lutter contre la précarité menstruelle. Le groupe a pu travailler sur la manière de se présenter, de sensibiliser à un sujet en un temps record, de défendre et argumenter une cause. In fine, elles acquièrent des connaissances - sur les droits, la santé, l'histoire... -, mais aussi le rapport à la sororité, ou encore l'organisation et la réalisation d'objectifs. L'occupation du lieu demeure néanmoins éphémère, ayant vocation à être loué. Développer ce projet en format itinérant, pour faire perdurer et essaimer cette initiative, en effectuant des permanences dans les maisons de quartiers de la ville, par exemple, fait partie des perspectives, conclut Ramata Dembélé.

CONTACT :

Ramata Dembélé, Directrice de l'Afase : d.association@wanadoo.fr



©SoliCycle®

📍 Bezons

SOLICYCLE : DES ATELIERS-VÉLOS SOLIDAIRES EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DU RÉEMPLOI

Portée par l'association Études et Chantiers Île-de-France, la première antenne valdoisienne de SoliCycle ouvre des opportunités d'insertion par l'activité économique aux publics accompagnés par le PLIE d'Argenteuil-Bezons, autour de la récupération et de la réparation de vélos.

Quand un enfant repart tout sourire avec son premier vélo, c'est très gratifiant pour nous et surtout nos salarié-es en insertion, se félicite Éric Joly, coordinateur technique de SoliCycle. Il argumente sur l'intérêt pour des structures d'insertion de s'ouvrir à l'univers des ateliers-vélos : nos activités, allant de la collecte de vélos et de pièces détachées jusqu'à leur réparation et revente, permettent aux salarié-es de parcourir des domaines de compétences qui renforcent l'estime de soi. Qu'il s'agisse des espaces de stockage, de réparation ou d'accueil du public, les ateliers de réparation requièrent de nombreux savoirs, savoir-faire ou savoir-être, que les salarié-es éprouvent et développent au fil du temps.

Portés par l'association Études et Chantiers Île-de-France depuis 2007, les ateliers SoliCycle aspirent à développer une économie dite circulaire – basée sur la réparation et le réemploi de matériaux – en contribuant à la promotion des mobilités douces ainsi qu'à l'insertion socioprofessionnelle de publics précaires.

"L'heureux cyclage" : économie sociale du vélo

10 millions de vélos inutilisés dorment dans les caves et garages du pays. Et 1,5 million de vélos sont jetés chaque année en France. Ce qui représente une grande opportunité de réemploi, et qui motive l'origine de notre projet social, explique le coordinateur technique, qui assure le tempo des 7 ateliers solidaires que compte l'association, et tient la boucle entre les différents sites, de l'Essonne aux Hauts-de-Seine, en passant par la Seine-Saint-Denis, Paris et le Val d'Oise. À l'inverse de l'économie dite linéaire, qui produit toujours plus de déchets, l'économie circulaire, dans laquelle s'inscrit la réparation de vélos, reste moins polluante et plus adaptée à l'évolution des besoins. Ainsi, les ateliers de réparation ont vu leurs activités évoluer depuis ces 3 dernières années. Comme le confirme Philippe Pasquiou, responsable de l'atelier de Bezons, depuis son ouverture en 2018 : les grèves SNCF et RATP de l'hiver 2019/2020, les vagues du

COVID-19, le « coup de pouce » vélo-réparation de l'État ont très vite accéléré les usages du vélo ainsi que les besoins en réparation, constate l'encadrant technique, qui gère un atelier solidaire de 12 salarié-es. Implantée dans le quartier de la Tête de Pont (ex-ZUS), la première antenne valdoisienne de SoliCycle a vu son taux de fréquentation augmenter au cours de l'année 2021, à la fois du côté des adhésions (pour l'accès aux espaces d'autoréparation, après cotisation) et de la clientèle (pour les prestations de service). *En ouvrant nos activités, le niveau d'exigence que les salarié-es en insertion se sont imposés s'est renforcé : ils et elles n'avaient plus seulement à faire à de « simples adhérent-es », mais aussi à des « client-es » qui paient pour chaque prestation*, confirme Philippe. En partenariat avec le Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) d'Argenteuil-Bezons, SoliCycle s'est d'abord installé dans le quartier de la Berthie (avec l'aide du bailleur social AB-Habitat). Ensuite, un déménagement s'est effectué au cœur du quartier de la Tête de Pont, dans des locaux mis à disposition, sans charge locative, par la ville de Bezons, en attendant la réhabilitation complète de son patrimoine qui clôturera la rénovation urbaine du quartier (PNRU). Bénéficiant à présent d'une entrée de ville très passante (depuis l'arrivée du tramway), et de la proximité avec le quartier d'affaires, SoliCycle voit son public, aujourd'hui en provenance de Bezons, d'Argenteuil, de Sartrouville ou de Colombes, gagner en diversité.

Boîte à outils du retour à l'emploi (durable)

Ouvert à un large public, l'atelier se conçoit comme un lieu de mixité et de participation locale, autant qu'un lieu de solidarité et d'échanges. Sa principale raison d'être consiste à ouvrir des opportunités d'insertion par l'activité économique, via des ateliers et chantiers d'insertion (financés par la Préfecture de région), qui induisent notamment un suivi individualisé avec l'accompagnatrice socioprofessionnelle (accès aux droits, cours de français, projet professionnel, remise en

selle...). Son principe d'action, inspiré de l'éducation populaire, consiste à instaurer un cadre de travail permettant la transmission de connaissances. *On aspire à ce que nos salarié-es puissent, chaque jour, à la fois transmettre et recevoir des connaissances mécaniques sur le vélo, notamment en groupes de pairs*, témoigne Philippe, qui veille également à la diversité dans ces équipes (ex : genre, âge). Enfin, le lieu se veut aussi un espace de mixité, où les personnes qui connaissent des problématiques de précarité ou de vulnérabilité (liées à l'âge ou au handicap), peuvent côtoyer des adhérent-es de larges horizons, comme lorsqu'un directeur de l'Oréal participe à l'atelier d'autoréparation de salarié-es, ce qui inverse la relation pédagogique, valorise et consciencise leurs compétences, explique Éric.

Atelier-vélo : un rayonnement pluriel

Localisé en territoire de veille active, le site de Bezons contribue aussi à faciliter l'usage du vélo par les enfants et adultes aux revenus modestes résidant dans le quartier, public que SoliCycle souhaite davantage toucher. *L'enjeu consiste plus à répondre à des besoins peu lucratifs qu'à concurrencer les grandes enseignes, qui peuvent aussi se révéler des partenaires, pour notamment proposer des emplois durables à nos salarié-es*, précise le coordinateur. Les salarié-es en insertion, qui connaissent près de 70% de sorties positives (emploi ou formation) se dirigent en effet de plus en plus vers la filière vélo. Provenant d'Argenteuil ou Bezons, le plus souvent d'un quartier prioritaire, ils ou elles arrivent en majorité par l'intermédiaire de Pôle Emploi et participent progressivement à l'ensemble des activités proposées autant que possible dans l'atelier. Et, pour certain-es, des actions hors-les-murs d'autoréparation sont organisées aux pieds des gares, des quartiers d'affaires, des maisons de quartier ou centres sociaux : une autre manière tout aussi positive de se remettre en selle sur la piste du réemploi.

CONTACTS :

Éric Joly, coordinateur technique Île-de-France, e.joly@etudesetchantiers.org ; Philippe Pasquiou, responsable de l'atelier de Bezons, p.pasquiou@etudesetchantiers.org



📍 Gennevilliers

RENFORCER LES COMPÉTENCES PSYCHOSOCIALES DES ENFANTS POUR AGIR SUR LE BIEN-ÊTRE ET LES RELATIONS

Piloté par le Conseil Local de Santé Mentale (CLSM) de Gennevilliers et porté par une équipe plurisectorielle, le projet de renforcement des compétences psychosociales (CPS) des enfants, vise à promouvoir leur santé mentale en agissant sur les relations aux autres (sociales et familiales) et avec soi-même (estime de soi, stress, émotion...).

Un projet coporté par différents services

En 2020, la ville de Gennevilliers conduit un diagnostic sur la santé mentale, mettant notamment en lumière une consommation excessive des écrans dès le plus jeune âge, une dégradation du climat scolaire (augmentation des violences, difficultés à se projeter, baisse de l'attention et de motivation) ainsi qu'une augmentation de la souffrance psychique des enfants (stress et anxiété). Face à ces constats, particulièrement alarmants lors de la crise sanitaire, le CLSM s'est emparé du sujet en répondant à un appel à projet lancé par l'ARS 92 sur les déterminants sociaux des enfants, avec l'objectif de travailler sur deux axes - le bien-être et les relations sociales, et la surexposition aux écrans. Dès le démarrage, une dynamique partenariale s'est mise en place, avec la constitution d'une "équipe projet", composée du service prévention santé (incluant le CLSM), du Programme de Réussite Éducative (PRE) et du Contrat Local d'Accompagnement Scolaire (CLAS) ainsi que d'une psychologue en formation, recrutée pour le projet. *Impliquer les partenaires dans la co-construction du projet dès le départ, nous a permis de faci-*

ter l'impulsion des compétences psychosociales dans tous les services avec lesquels nous avons travaillé et de favoriser la mise en œuvre par la suite, précise Bérénice De Barros, coordinatrice du CLSM.

Agir sur le parcours des enfants via des séances ludiques et adaptées à l'âge

Pour la première année d'expérimentation, le projet portait l'ambition d'agir sur le parcours des enfants au sein des quartiers des Agnettes et Fossé de l'Aumône. La mobilisation du public, sur base de volontariat, a été menée via le PRE (par le biais du CLAS), les écoles et les centres de loisirs, en ciblant différentes tranches d'âges (3-5 ans ; 6-7 ans et 9-11 ans). *L'idée consistait à tenir compte des stades de développement des enfants (capacités, concentration...) et des besoins recensés auprès des enseignant-es et animateur-ices pour concevoir les déroulés et animer les ateliers, indique Pauline de Clermont-Tonnerre, intervenante dans le cadre de ce projet. Elle ajoute : pour les maternelles, la notion de régularité est très importante et chaque séance*

de 20 minutes est répétée deux fois, car c'est un âge où ils passent facilement d'une chose à l'autre. Avec les enfants fréquentant le CLAS, les séances durent une heure, étant donné leur capacité accrue d'enchaîner plusieurs jeux. L'engagement pour la démarche a permis d'augmenter le nombre d'ateliers (de 8 à 10 séances sur 2022), durant lesquels les thématiques comme la gratitude, l'attention, la confiance en soi, la colère... ont été abordées. *J'ai ajouté l'imagination, c'est un âge où elle reste très importante, car elle permet aux enfants de s'évader, de concrétiser des choses positives dans leur tête. Ce que je trouve intéressant avec les CPS, c'est qu'elles sont toutes en interactions : lorsque l'on agit sur l'une, cela permet d'en toucher d'autres,* précise Pauline de Clermont-Tonnerre.

Un impact positif sur le bien-être de l'enfant, sa relation avec lui-même et avec les autres

Bien que les impacts d'un projet de ce type ne soient pas simples à mesurer, l'ensemble des acteur·rices qui entourent les enfants ont pu percevoir des évolutions, par le biais d'observations concrètes, sur leur rapport à eux-mêmes et aux autres. *Par exemple, une enfant s'est mise à s'exprimer à la fin du cycle de séances, alors qu'elle ne parlait pas au démarrage ; les enfants s'entraident davantage à l'école, et les parents entendent parler des ateliers à la maison, ce qui est significatif car ils communiquent en général peu sur ce qu'ils font...* rapporte Pauline de Clermont-Tonnerre. Au-delà, travailler les compétences psychosociales à travers le jeu et l'expérimentation permet à l'enfant d'exercer ces compétences, de les conscientiser pour être en mesure de les transposer à d'autres situations.

Aller encore plus loin dans l'appropriation des CPS

Les retombées positives du travail des CPS sont telles que des directions d'écoles et de centres de loisirs ont décidé d'aider à essaimer le projet pour l'année scolaire prochaine. Les enseignant·es formé·es vont ensuite bénéficier d'un accompagnement et d'un suivi pour déployer les ateliers dans leurs classes. Certains freins empêchent néanmoins des enseignant·es de participer aux ateliers (manque de temps ou méconnaissance des CPS notamment). Un enjeu reste alors de former les directeur·rices des écoles et centres de loisirs pour que les CPS soient davantage portées par les structures elles-mêmes et deviennent parties intégrantes des projets pédagogiques. *L'objectif pour nous consiste à susciter l'envie, que cette démarche devienne une véritable coconstruction de projet à l'intérieur de la classe, avec les enseignant·es. Pour le moment, cela peut être encore perçu comme une contrainte, comme un projet supplémentaire. Nous souhaitons démontrer que les CPS peuvent compléter et enrichir leurs pratiques, et que leur renforcement auprès des enfants sera bénéfique pour elles et eux (classe plus attentive...)* témoigne Bérénice de Barros.

Pour aller plus loin, un travail similaire auprès des parents, avec des ateliers thématiques sur les mêmes sujets que leurs enfants (tolérance, frustration, colère, écoute active, différence entre besoins et désirs...) est prévu au sein de la maison des familles, afin de les doter de nouveaux outils pour renforcer les liens avec leurs enfants, sans les culpabiliser.

CONTACTS :

Bérénice de Barros, coordinatrice Conseil Local de Santé Mentale (CLSM) et de l'Observatoire Local de Santé (OLS) : berenice.debarros@ville-genevilliers.fr ; Pauline de Clermont-Tonnerre, chargée de projet Compétences Psychosociales : pauline.clermont-tonnerre@ville-genevilliers.fr



📍 Sarcelles

DES JEUNES S'ENGAGENT DANS UNE EXPÉRIMENTATION POUR DÉCONSTRUIRE LES MYTHES DU TRAFIC

Initiée par la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA), l'expérimentation Limit's se déploie depuis octobre 2020 sur 3 territoires en France. A Sarcelles, zoom sur l'engagement de jeunes dans ce projet, appuyés par l'association Projet 214.

Un projet coporté par différents services

Partant du constat que l'engagement de mineur-es au sein des trafics de stupéfiants survient de plus en plus jeune, la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives, (Mildeca) en charge d'organiser l'action du gouvernement en matière de lutte contre les drogues et les conduites addictives, a souhaité développer une expérimentation à l'échelle nationale, visant à lutter contre l'implication des jeunes dans le trafic de stupéfiants. *Mais l'enjeu ici*, comme le souligne Celia Bobet, Commissaire divisionnaire en charge de la mise en œuvre de ce projet partenarial, *consiste à travailler une prévention sous ses 3 aspects (primaire, secondaire et tertiaire) afin de prévenir le basculement des jeunes dans l'engrenage du trafic et d'accompagner celles et ceux qui souhaitent en sortir.* Trois territoires ont ainsi été identifiés, en partenariat avec les préfetures, afin de signer une convention de trois ans assurant un soutien financier sur cette période. Aux côtés de Lille et Loos (Hauts de France), la ville de Sarcelles (Val d'Oise) a été retenue comme terrain d'expérimentation, au

vu des besoins mais aussi du déploiement des partenariats existants avec l'ensemble des acteur-rices, tant du côté régalién (police, justice), que de la jeunesse, de la prévention, de l'éducation et de l'insertion sur le territoire. Afin de proposer une démarche globale, constituée d'actions concrètes, la ville de Sarcelles a réalisé un état des lieux des ressources existantes sur le sujet, puis développé un plan d'actions, en partenariat avec la préfeture du Val d'Oise, l'académie de Versailles, le tribunal de Pontoise et le commissariat local. Cette approche vise ainsi une plus grande synergie, avec une réelle complémentarité entre les différentes modalités d'intervention.

Le cinéma, vecteur d'engagement des jeunes

Projet 214, l'un des acteurs associatifs sollicité par la collectivité pour mettre en œuvre son plan d'action, s'est réjoui de cette proposition. Amadou Mariko, directeur de Projet 214, considère que son rôle, en tant qu'acteur associatif, consiste à contribuer au développement d'outils de sensibilisation sur des thématiques qui touchent les jeunes, en coopération avec les pouvoirs publics. En effet, l'association

s'investit au sein des quartiers populaires en portant deux objectifs affirmés : favoriser et soutenir la création audiovisuelle d'une part, et améliorer les relations entre les habitant·es, d'autre part. L'organisation de débats, d'ateliers, de festivals de courts-métrages... autour de sujets relatifs à la citoyenneté, sont au cœur de son action. Aussi, Projet 214 a mobilisé une vingtaine de jeunes sur ce nouveau projet. Partant du constat que les messages institutionnels de prévention sur les sujets liés au trafic ne sont pas adaptés à leurs pair·es, les participant·es ont proposé de créer six capsules vidéo pour briser les idées reçues qui y sont attachées, telles que l'argent facile, la facilité d'entrée et de sortie du trafic, l'autonomie... *Connaissant la problématique et l'environnement du trafic, ils-elles ont pu porter un regard qui correspond à la cible*, explique Amadou Mariko, *en créant des capsules réalistes et modernes*. Les jeunes ont participé à toutes les étapes du projet (choix de l'outil à développer, écriture, scénarisation, identification des lieux de prise, tournage...) et cette expérience a notamment confirmé leur choix de s'engager dans les métiers du cinéma. De son côté, Amadou Mariko considère que rendre acteur·rices les jeunes dans ce type de projets contribue à favoriser leur engagement sur le long terme mais aussi que l'image peut être un outil pour lutter contre certains fléaux, porter des valeurs et défendre des causes.

Transformer l'essai en assurant la diffusion de l'outil pédagogique Limit's

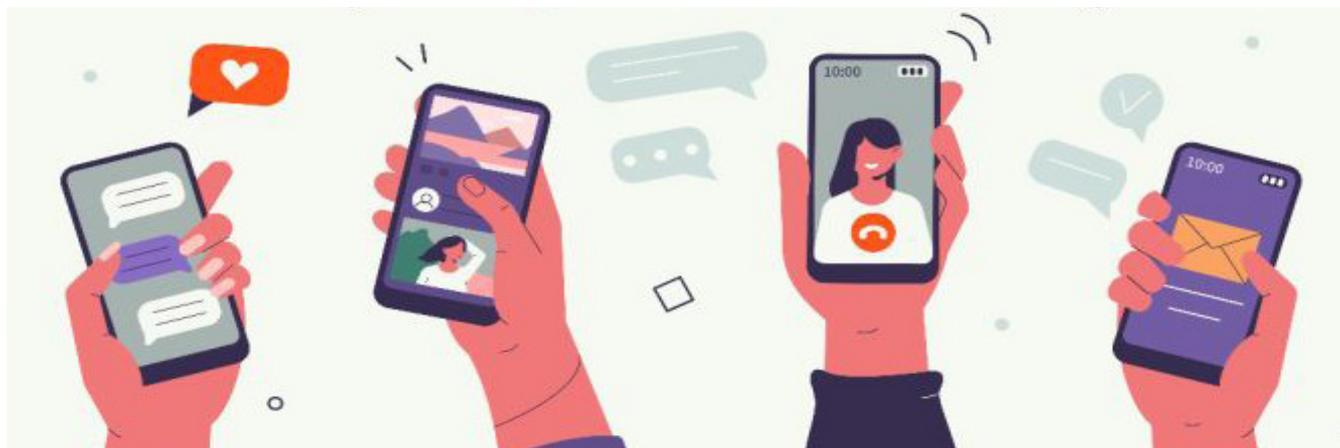
Célia Bobet, quant à elle, rappelle que l'enjeu consiste à assurer le déploiement des capsules en tant qu'outil pédagogique, à créer des espaces permettant leur visionnage et

le débat avec d'autres jeunes. De leur côté, les membres du comité de pilotage de l'expérimentation ont particulièrement insisté sur l'accompagnement qui doit être fait de ce genre d'outils de prévention, pour une utilisation la plus large possible, au sein des collèges, lycées, maisons de quartier, et même au-delà du territoire de Sarcelles. Pour y parvenir, un kit pédagogique, sous l'égide de l'expérimentation Limit's, a été construit par les acteur·rices sarcellois·es, de façon partenariale, avec l'appui du Pôle ressources. Ce kit inclut les 6 capsules vidéo ainsi que des éléments ressources permettant la mise en place de débats auprès des publics à sensibiliser. Il s'agit ainsi d'un soutien pour permettre aux professionnel·les l'appropriation du sujet des capsules vidéo et la conception des séquences d'animation adaptées à leurs publics. Le centre social des chardonnerettes, à Sarcelles, a été le premier à tenter l'expérience. Le kit a ainsi été testé, dans sa phase d'élaboration, auprès de parents, puis présenté à différent·es acteur·rices jeunesse du Val d'Oise. Des enjeux forts sont encore attendus avant le terme de l'expérimentation, néanmoins, de premiers enseignements peuvent déjà être tirés. *Dans ce type de projet*, assure la Mildeca, *la plus grande force ne réside pas seulement dans les moyens financiers déployés, mais repose aussi sur le pilotage du projet et la capacité à agir collectivement dans la durée*. Actuellement, les membres de l'association réalisent la saison 2, et réfléchissent déjà à une saison 3, pour mettre en exergue d'autres aspects du risque de la participation au trafic (par exemple autour de l'insertion socioprofessionnelle après une condamnation).

CONTACTS :

Célia Bobet, commissaire divisionnaire, Mildeca : celia.bobet@pm.gouv.fr

Amadou Mariko, directeur de Projet 214 : zbergproject214@gmail.com



 Cergy

L'UTILISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX POUR PALLIER AUX DIFFICULTÉS À TOUCHER LES JEUNES FILLES

A Cergy, le Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse (PRIJ) a permis la mise en place d'une démarche d'« aller vers », en investissant les réseaux sociaux, avec le recrutement de deux mobilisatrices de parcours web, afin de toucher les jeunes filles des quartiers prioritaires, peu visibles dans les espaces publics.

Le PRIJ, expérimentation lancée par la Préfecture de Région Île-de-France, concerne les jeunes des quartiers prioritaires (de 16 à 30 ans) peu qualifié-es, qui ne sont ni en emploi, ni en étude, ni en formation (NEET) et qui ne sont pas accompagnés par le service public de l'emploi. La démarche a pour objectif de faire collaborer les acteur-rices de l'insertion afin de repérer ces jeunes et de leur proposer un accompagnement global individualisé, qui prend en compte leurs freins à l'emploi.

La mise en place d'un programme dédié à la mobilisation à travers le web

Lancé fin septembre 2021 à Cergy, le PRIJ y est porté par la Mission Locale de Cergy-Pontoise, en partenariat étroit avec la préfecture du Val d'Oise. Dès le départ, les acteur-rices ont souhaité apporter une réponse à la difficulté de toucher les jeunes filles par des démarches d'« aller-vers ». *Celles-ci sont, en effet, moins présentes au sein de l'espace public, dans leur propre quartier. Les approches habituelles touchent plus les jeunes garçons*, explique Matthieu De Vriendt, délégué du Préfet sur Cergy et Osny et chargé de la thématique em-

ploi dans le département. Ce constat est également partagé par les acteur-rices de l'insertion, dont les équipes d'éducateur-rices de rue. Les premiers résultats du PRIJ vont également dans ce sens puisqu'en avril 2022, parmi les jeunes repéré-es dans ce cadre, 74% étaient des garçons et 26% des filles. Afin d'apporter des solutions à ce constat, en s'appuyant sur la dynamique du PRIJ, la Mission locale, la Sauvegarde du Val d'Oise et l'association le Moulin du Pont Rû se sont rassemblés via un consortium, pour candidater à l'appel à projet 100% Inclusion du Plan d'investissement Compétences (PIC) en présentant notamment un plan de mobilisation des jeunes via les réseaux sociaux. *Ces acteur-rices possédaient une expérience de travail en commun réussie, ce qui a facilité leur collaboration*, souligne Ludivine Robin Goyet, cheffe de projet "séjours jeunes" et coordinatrice 100% inclusion au Moulin de Pont Rû. Lauréat, le consortium a recruté deux mobilisatrices de parcours web en janvier 2022, dont les missions principales consistent à produire du contenu à diffuser sur les réseaux sociaux, afin d'établir un contact avec le public cible, et particulièrement les jeunes filles, et de leur proposer d'intégrer le parcours PRIJ.

Le lancement d'un plan de communication ciblé et différencié

Les pages et comptes sur les réseaux sociaux ont été lancés en mars 2022. En amont de leur création, les mobilisatrices, Mélina Aissou et Déborah Kitabi, ont défini les publics visés pour chaque réseau : pour les partenaires et les proches des jeunes, LinkedIn et Facebook, et directement pour la jeunesse, Instagram, TikTok, Snapchat ou encore WhatsApp. Ainsi, les publications sont ciblées et adaptées aux publics et poursuivent deux buts : attirer l'attention des jeunes, à travers des vidéos courtes avec une phrase percutante, inspirées par les challenges et la musique tendance du moment, faire passer des informations via des posts fixes et des tchats sur Whatsapp. Benjamin Hoffmann, coordinateur du PRIJ, souligne également l'enjeu de mettre en avant les partenaires du territoire et leurs actions via les publications sur les réseaux. Lorsque les jeunes s'abonnent aux pages ou réagissent aux publications, les mobilisatrices lancent des conversations instantanées. *Quand on rentre en contact avec les jeunes, on leur pose des questions généralistes, sur leur ville, leur âge et leur situation. On les oriente vers les partenaires, les forums de l'emploi et on leur donne des informations, même lorsqu'ils ne rentrent pas dans les critères du PRIJ*, précise Déborah Kitabi. *On privilégie une approche plus informelle dans la prise de contact et ça marche mieux que les messages automatiques*, complète Mélina Aissou.

De premiers résultats permettant de distinguer les facteurs de succès de la démarche

De mars 2022 à janvier 2023, 150 jeunes ont été captés, dont une trentaine repérés (ayant fourni toutes les informations relatives à leur situation). Concernant la répartition filles/garçons, les résultats sont contrastés : sur Snapchat, les jeunes garçons restent majoritairement touchés - 73% de garçons pour 27% de filles, et sur TikTok - 77% de filles pour 23% de garçons. En effet, les jeunes filles sont plus de deux fois plus présentes sur TikTok que les garçons. *Comme on est deux femmes, les jeunes filles peuvent s'identifier, et c'est ce qui marche sur les réseaux sociaux*, ajoute Déborah Kitabi. Ce dernier réseau compte le plus d'abonnés, 715 début mai 2023, et les vidéos sont visionnées des centaines, parfois plus d'un millier de fois. Pour maintenir et augmenter l'audience, les mobilisatrices relèvent également l'importance d'une fréquence de posts soutenue, en particulier sur TikTok. Benjamin Hoffmann met en avant, quant à lui, l'importance du recrutement d'expertes dans le domaine de la communication pour la réussite de la démarche. Il alerte néanmoins sur l'un des risques de la communication sur les réseaux sociaux : le rayonnement est large et le public touché ne se limite pas à la zone géographique du PRIJ, ni toujours à la catégorie d'âge ciblée, contrairement à des actions plus classiques d'«aller-vers». Selon les mobilisatrices, 25 à 30% des jeunes touchés sont issus d'autres territoires. Enfin, si les postes de mobilisatrices de parcours web sont pérennisés, les actrices ont prévu un élargissement de leur action, avec la création de comptes sur Twitch et Discord pour toucher un nouveau public. Les lives Twitch permettent de proposer un format différent, avec des interventions de jeunes et des temps de questions/réponses.

CONTACTS :

- Benjamin Hoffmann, coordinateur du Prij : b.hoffmannassociationavec.fr ;
- Matthieu De Vriendt, délégué du Préfet sur Cergy et Osny et chargé de la thématique emploi : matthieu.de-vriendt@val-doise.gouv.fr



 **Chanteloup-les-Vignes**

FAVORISER L'ALLIANCE ÉDUCATIVE POUR LA RÉUSSITE DES JEUNES, AVEC LES PARENTS

La ville de Chanteloup-les-Vignes porte un vaste projet visant à favoriser la continuité éducative et l'ouverture sur le quartier de la Noé, par le biais d'une expérimentation coconstruite avec un collectif de parents.

La cité Simone Veil, adossée au projet de renouvellement urbain

Dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain, le quartier prioritaire de la Noé va voir émerger, au cours de l'année scolaire 2026, la cité Simone Veil, composée d'un groupe scolaire, ainsi que d'un nouveau bâtiment mutualisé, englobant le collège René Cassin en partie rénové et des équipements ouverts à la communauté éducative. Au-delà de sa dimension urbaine, le projet intègre, dès 2016, une dimension éducative forte. Dans ce cadre, une vaste concertation portée par la ville, appuyée par le cabinet Indivisible et ses méthodes basées sur l'intelligence collective, a associé, sur trois ans, les différent-es acteur-rices du territoire (parents, enseignant-es, animateur-rices, ATSEM, professionnel-les de la petite enfance, associations, enfants, jeunes, élu-es...), via des ateliers de coconstruction. Il s'agissait alors d'élaborer le plan des usages des différentes fonctions avec un projet éducatif fondé sur les principes de mutualisation, l'ouverture sur le quartier et la coopération, afin de permettre une plus grande continuité éducative pour la réussite des en-

fants et des jeunes, avec une place importante pour les parents. Puis, en 2019, avec l'obtention du label "cité éducative", une nouvelle impulsion est donnée à cette ambition, sur un périmètre plus large, car intégrant les deux collèges de la ville et les six écoles, avec un triple pilotage (ville, Éducation nationale et préfecture), et la formalisation de 4 axes de travail stratégiques, dont celui de « coaccompagner la réussite de l'enfant avec la participation des parents ».

Impliquer les parents dans la cité éducative Simone Veil

La volonté d'associer les parents à la mise en œuvre et à la vie de la cité éducative est réaffirmée, avec de nouveaux moyens pour s'y atteler. Émerge alors l'idée de la création d'un collectif de parents, avec la volonté de leur donner une place, tout en les aidant à élaborer et faire vivre le projet de maison des familles. Dans ce cadre, le centre social associatif Espoir est alors missionné par la ville pour accompagner la création de ce collectif et coconstruire des solutions avec lui, et ainsi coaccompagner la réussite des enfants et des jeunes. Des réunions publiques (en journée et en soirée, pour

permettre de toucher un maximum de parents de la ville) sont organisées. Celles-ci visent à les informer sur la création du collectif, à faire remonter leurs attentes et à impulser une dynamique où les parents puissent être force de propositions. C'est également l'occasion de répondre à leurs questions sur les ressources éducatives du territoire. Des ateliers participatifs sont alors mis en place, avec la volonté de faire vivre une instance qui représente tous les parents de la ville. *Elles et ils sont invité-es, en tant qu'acteur-rices à part entière, à participer aux réunions de la cité éducative, au sein desquelles elles et ils se sentent légitimes*, explique Cathy Lamouille, Directrice de Projet Educatif et Cheffe de Projet cité éducative et copilote pour la ville de Chanteloup-les-Vignes. *L'idée est de créer, faire vivre et accompagner un collectif de parents volontaires, représentatifs du territoire, pour leur permettre de s'exprimer, d'être force de propositions, tout en se sentant plus forts grâce au collectif*, explique Cathy Lamouille, qui ajoute : *l'accès à la culture, une meilleure prise en compte du handicap et de la santé des jeune, font partie des thématiques que les parents souhaitent investir.*

Des parents investis pour nourrir le projet de maison des familles, via un incubateur

Le projet urbain et le label "cité éducative" mobilisent de nombreux partenaires, (parmi lesquels le conseil départemental, les apprentis d'Auteuil, les associations École et famille ou Educacité...), nourrissant les deux démarches et partageant le souhait de mieux faire avec les habitant-es. Le collectif de parents, investi dès la conception de la maison des familles, est une illustration de la démarche projet construite par, pour et avec les parents de la cité Simone Veil. Pour ce faire, un espace transitoire, baptisé la « Cité Champeau » devient, le temps du chantier,

le lieu d'incubateur de projets de la future Cité Simone Veil, avec la mise en place du « Lab'Educ » pour ouvrir le champ des possibles, expérimenter pour voir ce qui fonctionne. *L'objectif consiste à renforcer les liens entre les institutions et les parents, dans l'esprit de la cité Simone Veil*, précise Cathy Lamouille. Ainsi, les parents peuvent y présenter des projets innovants et des programmations d'ateliers entre pairs. Différentes fonctions (espace parents, bibliothèque, espace numérique éducatif...), avec des règles d'usages coélaborées, ainsi que des activités, y sont organisées. De manière complémentaire, le label "cité éducative" a permis la mise en place d'un groupe de réflexion sur le travail personnel de l'élève, ainsi que l'implication des parents dans des formations et conférences (neurosciences, discipline positive...). De plus, un appel à projets « tous acteurs de l'éducation ! » à destination des acteur-rices locaux, des parents, a permis à ces dernier-es de porter trois actions : "Chante'Livres", qui propose des ateliers parents-enfants pour partager des histoires en famille et le plaisir de lire (prêt, bibliobus...) ; "Jouons ensemble sur les jeux apprenants", visant à développer des compétences par le biais du jeu (logique mathématique, vocabulaire, mémorisation...), mais aussi le respect des règles et des consignes ; et enfin, "Questions de parents" avec un cycle de conférences sur la parentalité. Créer des espaces, concrétiser cette logique de « faire avec », contribuer à la vie locale et, *in fine*, permettre aux parents de s'impliquer dans le parcours de leur enfant, font partie des plus-values recherchées de la démarche. *Néanmoins, rester vigilant-es, afin de mobiliser un panel de parents sur le long terme qui ne soient pas toujours les mêmes et éviter l'essoufflement, font partie des enjeux pour que la dynamique et l'esprit de ce collectif perdurent*, conclut Cathy Lamouille.

CONTACT :

- Cathy Lamouille, Directrice de Projet Educatif et Cheffe de Projet cité éducative et copilote, ville de Chanteloup-les-Vignes : dir.jeunesse-citoyennete@chanteloup-les-vignes.fr



📍 Garges-lès-Gonnesse

RETOUR SUR... LE 19.59 : UN TIERS-LIEU EN FAVEUR DE L'INSERTION ET DE L'ALIMENTATION DURABLE

Ouvert par l'association RER (Réseau d'Echanges et de Restauration), le café-restaurant 19.59 est un tiers-lieu qui, pendant 3 ans, a conjugué insertion professionnelle et alimentation, saine et durable, à l'Est du Val d'Oise.

Installé au pied de la gare RER de Garges-Sarcelles, le café-restaurant associatif « 19.59 », créé en 2019, doit son nom à l'année de construction de la gare, située au croisement de 2 emblématiques grands ensembles du Val d'Oise : celui des Lochères (côté Sarcelles) et Dame Blanche (côté Garges-lès-Gonnesse). Pendant près de 3 années, le 19.59 s'est donné pour défi de proposer une offre alimentaire, équilibrée et locale, au sein d'un territoire où la restauration rapide prédomine. *Offrir ici une restauration saine et durable en restant accessible au plus grand nombre semblait, au départ, un pari audacieux. A l'époque, ce n'était pas encore la mode des tiers-lieux alimentaires. Mais nous voulions créer un espace pour favoriser les rencontres, avec différentes fonctions*, explique la fondatrice, Fatima Idhammou. Derrière sa façade de café-resto, le 19.59 était un lieu de convergence qui regroupait, à la fois, les habitant-es du quartier et les personnes y travaillant. *La gare reste l'un des derniers lieux de mixité*, souligne Fatima. En tant que tiers-lieu, le 19.59 pouvait servir de lieu de rencontre, le midi, mais aussi d'espace d'animation ou de formation, le soir. Lors de la pause-déjeuner, le café-restaurant servait jusqu'à 80 couverts, grâce

aux équipes de personnes en insertion professionnelle, composées quasi exclusivement de femmes. *La clientèle ne manquait pas*, témoigne Clairane Desrayaud, directrice du tiers-lieu. Alors, comment un espace qui bénéficiait pourtant d'une reconnaissance locale a-t-il baissé définitivement le rideau en octobre 2022 ?

De l'idée du projet à sa concrétisation

Lauréat du programme Gare partagée, lancé en 2016 par Gares & Connexions (SNCF), le café-restaurant se voulait, dès son origine, un projet conjuguant alimentation durable et insertion professionnelle. *C'était plutôt nouveau pour la SNCF, de mettre du foncier à disposition d'une petite structure de l'insertion, mais également pour nous qui ne connaissions pas, à l'époque, de projet similaire*, se remémore la fondatrice. Trois longues années se sont ainsi écoulées entre l'obtention de l'appel à projets et l'ouverture officielle du lieu. Une période pendant laquelle il a fallu engager des coopérations avec les organismes publics et privés, et acquérir des fonds complémentaires pour mener à bien les travaux dans les locaux longtemps restés vacants de la SNCF. *Toutefois,*

avec le souci de rester indépendant des élu·es municipaux, revendique Fatima. Si le lieu profitait d'une localisation très avantageuse, il était cependant contraint par sa surface. Avec seulement 40m² de superficie, le café-restaurant a pu profiter des cuisines du foodlab de l'association RER, installée dans les anciennes cuisines centrales de Goussainville. Au moyen d'une convention d'occupation temporaire, signée en 2018 avec la ville de Goussainville et l'agglomération Roissy Pays de France, cet incubateur culinaire a permis de soutenir le café-restaurant, tant pour impulser sa création que pour garantir sa gestion.

Le chantier d'insertion : au cœur du projet du café-restaurant

Le chantier d'insertion est né du constat, d'une part, que le savoir culinaire demeure souvent l'apanage du masculin dans le cadre professionnel et du féminin à la maison, et d'autre part, que le besoin de recrutement dans la restauration est en pleine croissance. Dès son ouverture, le café-restaurant a accueilli 7 salarié·es en insertion et 2 encadrant·es. L'objectif consistait à s'appuyer sur leurs savoirs culinaires préexistants, tout en leur permettant également d'exercer l'ensemble des activités du restaurant. Afin d'assurer la gestion au quotidien des activités du 19.59, Clairane Desrayaud a été par la suite recrutée comme directrice. Ces missions consistaient à développer une offre de restauration accessible et respectueuse de l'environnement (notamment en livraison), à fidéliser la clientèle, à accroître le chiffre d'affaires, et à former les salarié·es. *L'enjeu consistait à ce que tout le monde soit remplaçable (moi comme les salarié·es) en étant formé·e à la cuisine, à l'encaissement et à l'accueil des client·es, à la préparation de la salle et des commandes, au ménage...*, témoigne Clairane Desraynaud. A partir de 2022, les salarié·es permanent·es du chantier d'insertion ont suivi le programme SEVE Emploi (Fédération des

acteurs de la solidarité), une formation-action pour mieux les accompagner dans leur transition professionnelle, via des ateliers (préparation aux entretiens d'embauche, recherche d'emploi ou encore renforcement de la confiance en soi). Malgré la fin précipitée du chantier d'insertion, presque tous·tes les salarié·es ont trouvé un emploi (CDI ou CDD), notamment grâce aux compétences transposables acquises.

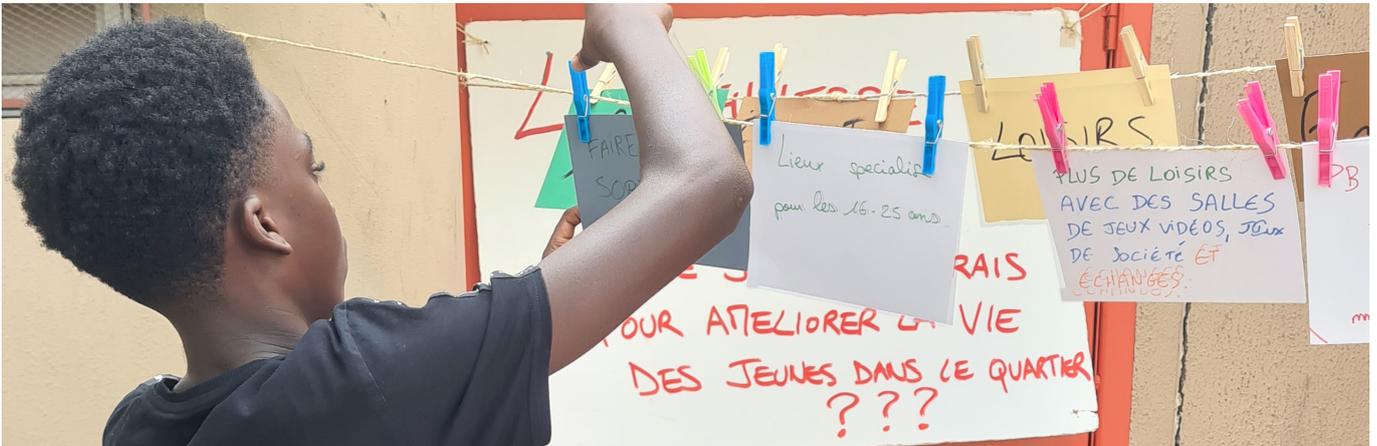
Six années d'envies, riches d'apprentissages et d'enseignements

Fortes de leur expérience dans l'entrepreneuriat social, qui a permis de proposer une offre de restauration innovante, saine et durable, la fondatrice du 19.59 et sa directrice reviennent sur la conjoncture compliquée, qui a contribué à affaiblir le modèle économique de l'association. *La crise sanitaire liée au Covid-19, la fin de la convention d'occupation de l'incubateur à Goussainville, l'inflation, la hausse de l'énergie et des factures qui s'ensuivent*, énumèrent-elles. Elles alertent également sur différents aspects propres à la phase de préfiguration. L'importance tout d'abord de ne pas sous-estimer l'investissement financier que nécessite le lancement de ce type d'activité. Le chantier d'insertion est financé par l'Etat, mais les fondateur·rices restent toujours les dernières personnes à se salarier. Les subventions sont souvent uniquement fléchées pour des investissements matériels, et trop rarement pour de l'humain, ce qui crée des difficultés, déclare Fatima Idhammou. Un autre point de vigilance réside dans la négociation avec les collectivités concernant les espaces d'occupations temporaires. Elles rappellent l'importance de ne pas sous-estimer la sécurité juridique, en créant par exemple un article au sein de la convention d'occupation pour permettre de protéger la valeur économique, sociale et d'usage créée par la structure sur l'incubateur social.

CONTACT :

- Contact : Fatima Idhammou, fondatrice de RER: contact@associationrer.org

Pôle ressources ville et développement social - 39 Rue des Bussys - 95600 Eaubonne
- contact@lepoleressources.fr - www.lepoleressources.fr



📍 Carrières-sur-Seine / Poissy

LE TRIPORTEUR DE PAROLE : UN NOUVEL OUTIL POUR ALLER A LA RENCONTRE DES HABITANT·ES

Au sein des quartiers prioritaires de Poissy et de Carrières-sur-Seine, dans le cadre de la nouvelle contractualisation de la politique de la ville, le triporteur de parole a déambulé pendant l'été 2023 pour recueillir la parole des habitant·es.

Une commande institutionnelle menée en partenariat avec les collectivités territoriales

L'année 2023, marquée par la nouvelle contractualisation de la politique de la ville, demande à identifier, mettre à jour les besoins des quartiers populaires. Ainsi, la préfecture des Yvelines s'est appuyée sur différentes structures, afin d'aller à la rencontre des habitant·es des quartiers concernés. Les territoires et partenaires du contrat de ville disposent déjà de différentes statistiques qui permettent d'établir un diagnostic. Pour les enrichir, le cabinet I*RISE Conseil a été missionné par la préfecture des Yvelines, pour la réalisation d'enquêtes flash auprès des habitant·es, en vue de « recueillir de manière objective leur expression ». La préfecture a identifié les territoires d'intervention puis construit la démarche, en lien avec la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO) et la Communauté d'Agglomération Saint-Germain Boucles de Seine (CASGBS) et, respectivement, les villes de Carrières-sur-Seine et de Poissy. Les temps d'échanges ont permis de préciser les populations à rencontrer et les théma-

tiques à aborder. Ainsi, la ville de Carrières-sur-Seine a souhaité toucher l'ensemble des citoyen·nes, toutes générations confondues, du quartier prioritaire des Alouettes, alors que la ville de Poissy a opté, au sein de ses quartiers prioritaires Beauregard et Saint Exupéry, pour un focus sur le public jeune. Les acteur·rices du territoire ont également été un point d'appui pour identifier les lieux stratégiques où déployer l'outil « le triporteur de parole ».

Une démarche qui s'appuie sur des outils de participation adaptés aux publics

Pour mener à bien la mission, Léo Berland, consultant et formateur du cabinet, a donc créé un outil permettant d'aller à la rencontre des habitant·es au sein de l'espace public : le triporteur de parole. Ce concept combine la philosophie du tiers-lieu et la pédagogie de l'aller vers, à la fois mobile et capable de créer des espaces de convivialité en grande proximité. *Le triporteur permet de se déplacer et de s'arrêter en temps réel au plus près des lieux où se (re)trouvent les*

habitant·es du quartier. Par moments, les arrêts ont été réalisés devant un centre social ou à proximité d'une structure jeunesse, avec l'appui des services des collectivités territoriales, et parfois à côté de l'arrêt de bus, selon l'heure et les passages des personnes, explique Léo Berland. La mise en mouvement du triporteur offre la possibilité de toucher des publics différenciés et d'aller à la rencontre de celles et ceux qui n'ont pas l'habitude de faire entendre leurs voix au sein des institutions. Pour permettre de recueillir cette parole, la première étape a reposé, une nouvelle fois avec l'appui des structures locales, sur la diffusion de questionnaires. Leur analyse a permis d'identifier de premiers indices, puis d'échanger avec les professionnel·les du territoire, afin d'affiner les axes thématiques, dans l'objectif de préparer les ateliers et la déambulation au sein de l'espace public. La rencontre avec les résident·es a pris différentes formes, selon les quartiers et le public cible, avec une capacité d'adaptation et une souplesse de l'outil. Les cafés-débat sont ainsi devenus, avec le public 18-25 ans, des pizzas-débat en soirée. Ils·elles ont été invité·es à débattre autour d'une question centrale « comment améliorer la vie du quartier ? ». Les interventions se veulent innovantes et ludiques, portées par une équipe formée aux outils de l'animation participative et de la coopération de proximité. Romain Laurans, directeur à la cohésion sociale et à la vie des quartiers de Poissy et ses équipes, ont pu observer, par exemple, que les jeunes avaient particulièrement apprécié, une fois l'appréhension passée, d'échanger avec un intervenant extérieur, que l'on vienne à leur rencontre. *Ils se sont sentis responsabilisés et pris en compte*, précise Romain Laurans.

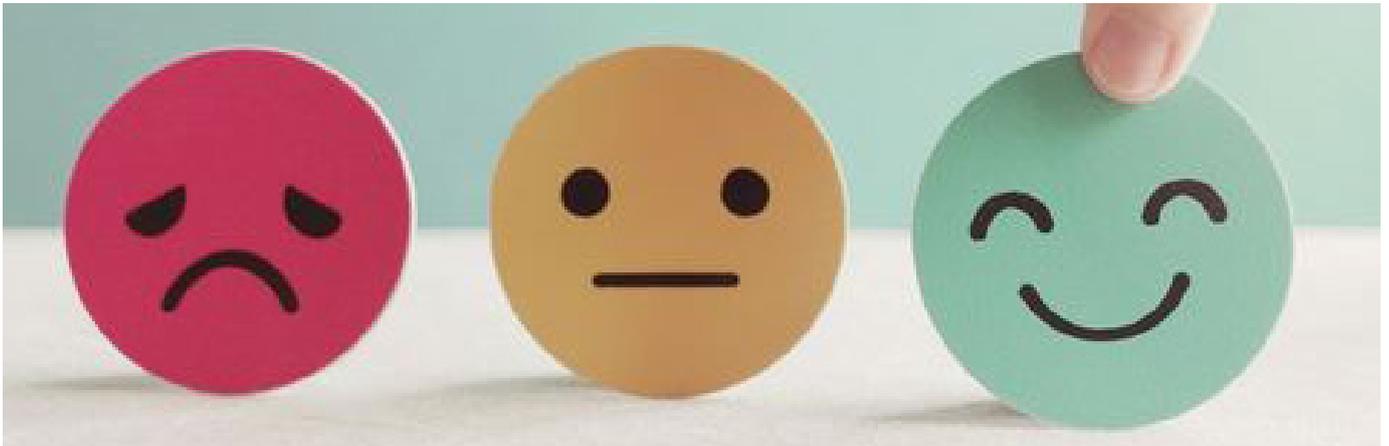
Le triporteur : une première action réussie qui ouvre des perspectives

Même si le porteur de l'action regrette que l'exercice soit réalisé dans un délai très court, au regard des contraintes institutionnelles, de la période estivale et du contexte des révoltes urbaines, le pari demeure réussi. Carrières-sur-Seine, par exemple, a pu bénéficier de 7 interventions au sein du quartier, avec 153 personnes ayant contribué à l'enquête flash (soit 10% de la population du quartier). L'environnement, la saleté du quartier, l'accès à l'alimentation et le manque de commerces de proximité font partie des principales difficultés identifiées. Les villes bénéficiaires de l'action, bien que déjà engagées dans des démarches de démocratie participative, ont apprécié l'approche complémentaire du cabinet d'IRISE Conseil. En effet, elle a permis de confirmer des tendances et de mettre en exergue de nouvelles thématiques, mais également de réinterroger les postures professionnelles et de croiser les regards sur les territoires. Emeline Dieudonné, référente familles au sein du centre social communal André Malraux à Poissy, souligne : *nous n'avons pas l'habitude d'aborder la question de l'alimentation avec les jeunes. Nous allons pouvoir ainsi investir d'autres axes de travail dans les prochains mois*. Les villes, ayant jugé l'expérience concluante, souhaitent pouvoir de nouveau mobiliser le triporteur de parole sur de nouvelles actions. *Pour le quartier en reconstruction des Alouettes à Carrières-sur-Seine, le triporteur peut constituer un des moyens pour créer du lien avec les nouveaux habitant·es, les informer de nos actions*, explique Oualid Belalmi, directeur de l'action sociale. *Le triporteur de parole, imaginé comme un espace de coopération et d'animation ludique, a vocation, ensuite, à être déployé sur des animations plus larges, comme des ludothèques ambulantes ou un "Fab lab"*, conclut Léo Berland.

CONTACT :

- Contact : Léo Berland, consultant et formateur, I*RISE Conseil : admin@iriseconseil.com

Pôle ressources ville et développement social - 39 Rue des Bussys - 95600 Eaubonne
- contact@lepoleressources.fr - www.lepoleressources.fr



📍 Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

ENCOURAGER L'INTERCONNAISSANCE ET LA CULTURE DE LA SANTÉ MENTALE

Point d'orgue d'une démarche globale menée par le Conseil Local de Santé Mentale (CLSM) de l'agglomération de Cergy-Pontoise, un forum consacré à la thématique, ouvert au grand public, s'est tenu en octobre dernier à Éragny-sur-Oise.

Né en 2016, le Conseil Local de Santé Mentale (CLSM) de Cergy-Pontoise a été réactualisé en 2019, par une convention partenariale entre la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, la délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé du Val d'Oise, le Centre hospitalier René Dubos à Pontoise et l'association Les Ailes Déployées-Maisons Hospitalières. Celui-ci vise à faciliter la mise en réseau des acteur·rices locaux qui partagent une vision globale de la santé mentale, centrée sur le fait de prendre soin de toutes et de tous. Quatre grands axes composent le plan pour la période 2021-2024 : favoriser une culture partagée de la santé mentale en vue d'améliorer la visibilité des missions et des structures impliquées sur la thématique ; promouvoir le bien-être mental et le repérage précoce de la souffrance psychique ; agir sur les déterminants sociaux et territoriaux de la santé mentale ; et enfin développer collectivement des actions concrètes de proximité en termes de parcours soins-santé-vie. Lors des orientations de son plan d'action, intitulé « Parlons de la santé mentale - Agir collectivement pour un mieux-être », a émergé l'idée de constituer un comité de pro-

motion de la santé mentale, afin d'agir en complémentarité et en continuité de l'offre de services de proximité déjà existante. Celui-ci, composé de membres permanents et invités (en fonction des thématiques abordées), valide annuellement la stratégie d'information et de sensibilisation du CLSM, centrée sur les expérimentations en rapport avec les besoins exprimés et l'identification des actions prioritaires.

Promouvoir la santé mentale à tous les âges de la vie

Au vu des travaux menés en termes d'information-sensibilisation depuis 2021, le comité a ainsi souhaité expérimenter la tenue d'un forum dédié à la santé mentale. Une première édition s'est donc tenue le 18 octobre dernier, à Éragny-sur-Oise. Elle a rassemblé plus de 400 participant·es ainsi qu'une trentaine d'exposant·es, principalement des partenaires du territoire, dont notamment le GEM, l'UNAFAM et des structures intervenant dans le champ de la prévention et de l'offre de soins ou encore de l'insertion socioprofession-

nelle. Ce forum s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'information sensibilisation annuelle du plan d'action CLSM de l'agglomération et des semaines d'information sur la santé mentale (SISM 2023), avec une réelle volonté, pour cette année, d'appréhender cette campagne à tous les âges de la vie, précise Geneviève Gagneux, coordinatrice du CLSM de Cergy-Pontoise. Cela s'est concrétisé, par exemple, avec la venue d'étudiant-es, futur-es travailleur-ses du milieu social ainsi que lycéen-nes du territoire intercommunal. Le forum a ainsi été l'occasion de rendre plus concrètes des problématiques étudiées en cours, et de mieux appréhender les ressources existantes en matière de santé psychique ainsi que la pluralité des enjeux autour de ce sujet.

Favoriser l'interconnaissance et le partage d'expériences autour de la santé mentale

Encourager l'interconnaissance, la cohésion, le partage d'expériences autour de la santé mentale dans sa globalité faisaient partie des objectifs poursuivis par la tenue du forum, explique Geneviève Gagneux. Des animations, adaptées au grand public, étaient ainsi proposées autour de quatre grands pôles, abordant différents aspects de la santé mentale : vivre et grandir ; ma vie, mon corps, ma consommation ; comment vivre et gérer sa maladie ? ; et enfin, découvrir, se réaliser, s'épanouir. Le forum offrait la possibilité de rencontrer une pluralité d'acteur-rices et de structures - des champs du logement, du sanitaire et social ou de l'insertion professionnelle (centre de Dépistage et de Soins, associations École Et Famille ou Agir pour la Réinsertion Sociale (Ars 95), établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), PRE, résidences d'accueil- Service Intégré d'Accueil et d'Orientation du 95, SIAO Espérer 95...) intervenant à différentes échelles sur la santé mentale.

Partager une vision globale de la santé mentale

Cette première édition souhaitait particulièrement mettre en exergue l'enjeu de développer une meilleure connaissance et appréhension de la santé mentale, en l'abordant de manière positive et en la rattachant à la question du bien-être. Pour ce faire, étaient présents des stands dédiés à l'esthétique, au massage (association La Ruche - Massage Shiatsu -Socio-esthétique), à l'offre de soins ou au sport santé (Ex-aequo Maison sport santé). Cela a permis aux acteur-rices de discuter de l'image que véhicule la santé mentale, en abordant la question du bien-être personnel ou du rétablissement. *Il s'agissait aussi d'élargir la notion de santé mentale à la problématique de l'insertion sociale, de l'emploi, en démystifiant par exemple la thématique de l'emploi accompagné pour les personnes en situation de handicap. Car lorsque l'on parle de rétablissement, il ne s'agit pas juste du soin propre, mais du soin dans son ensemble avec également tout le volet de l'inclusion, qui comprend à la fois la dimension sociale et socioprofessionnelle*, précise Geneviève Gagneux. Au regard des premiers retours et du nombre important de participant-es, l'objectif de favoriser l'interconnaissance et la cohésion sur ce sujet semble être atteint. Il a par exemple constitué pour l'AORIF, association des bailleurs franciliens, une occasion de s'approprier des ressources susceptibles d'apporter des réponses à des questionnements et des difficultés remontées par les personnels de proximité (compréhension, appuis, écoutes...). Un questionnaire de satisfaction et un bilan vont être réalisés en novembre avec les exposant-es afin d'identifier les points forts et d'amélioration de la journée. *Néanmoins, reconduire annuellement ce type d'événements, plébiscités par les professionnel-les, demande réflexion, au regard des moyens humains et financiers importants que cela nécessite*, conclut Geneviève Gagneux.

CONTACT :

- Contact : Geneviève Gagneux, coordinatrice du Conseil Local de Santé Mentale de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise : genevieve.gagneux@ceryypontoise.fr

Pôle ressources ville et développement social - 39 Rue des Bussys - 95600 Eaubonne
- contact@lepoleressources.fr - www.lepoleressources.fr



Colombes, Nanterre et Asnières-sur-Seine

L'AUDIOVISUEL COMME OUTIL POUR MOBILISER ET FAVORISER L'INSERTION DE JEUNES DE QUARTIERS

L'association Version Originale porte une démarche visant à donner une image des quartiers populaires et des jeunes qui y habitent différente de celle véhiculée parfois dans les médias, par le biais d'une Web TV et d'ateliers réalisés par et pour les jeunes.

Depuis 2011, Dominique Tieri, directrice de l'association Version Originale, propose des ateliers d'initiation à l'audiovisuel aux jeunes de quartiers prioritaires de 13 à 25 ans, principalement issus-es de trois villes des Hauts-de-Seine - Colombes, Nanterre et Asnières-sur-Seine. Ces ateliers ont conduit à la création de la « WebTV QG92 - Un autre regard sur les banlieues » pour diffuser les courts-métrages qui y sont réalisés, suite à la proposition de l'un des jeunes qui y avait participé. Cette plateforme de diffusion par et pour les jeunes vise à proposer une image plus positive et plurielle des quartiers prioritaires que celles parfois véhiculées dans les médias. Selon Dominique Tieri, QG92 dispose par ailleurs d'une vertu sociologique, car dans 20 ou 30 ans, on aura accès à une mémoire des quartiers.

Promouvoir la santé mentale à tous les âges de la vie

L'association met en place des ateliers pour initier les jeunes aux métiers de l'audiovisuel (conception, réalisation, et montage de contenu) et leur offre la possibilité d'en découvrir les métiers (cameraman, preneur-seuse du son, journal-

iste, monteur-se...). Au cours de ces ateliers, les différents rôles sont distribués au sein du groupe, ce qui permet à chacun-e d'être impliqué-e et responsabilisé-e dans le projet. Lors des tournages, une attention particulière est portée à l'accueil des participant-es. *Nous avons un divan, une table basse et des fauteuils à côté du plateau de tournage, avec des goûters, des boissons et des bonbons. Cet accueil crée un climat qui les aide à se sentir plus à l'aise. Quand ils sont là, les jeunes ne veulent plus partir*, explique la directrice. *Dès qu'on les filme, la lumière et le fait d'être mis en avant les valorisent. Quand ils ont fini de parler, on les applaudit spontanément, on sent l'énergie positive*, poursuit Dominique Tieri. A la fin des actions, celle-ci contacte régulièrement les participant-es pour échanger, les remercier de leurs contributions et de leur investissement et recueillir leurs impressions. Une grande majorité affirme sa satisfaction à avoir participé et Dominique Tieri observe des impacts positifs sur la prise de confiance et la mobilisation de la créativité des jeunes. Leur assiduité le confirme, même si, parfois, des situations familiales, personnelles et socioéconomiques complexes peuvent représenter un frein à leur investissement dans le projet.

Un travail autour de la remobilisation et l'insertion professionnelle

Par ailleurs, l'association porte aussi une mission d'emploi et d'insertion. En effet, la tenue de ces ateliers lui permet de repérer et de recruter des participant·es qui se montrent plus particulièrement intéressé·es par l'audiovisuel, et leur propose un approfondissement et une professionnalisation, afin qu'elles et ils puissent expérimenter ces métiers à travers des stages ou des contrats à durée déterminée (CDD) d'intermittent·es du spectacle. En 2023, cela s'est concrétisé par la création de 18 CDD, dont 10 auprès des jeunes des quartiers populaires. Elle dispose également d'un agrément de service civique et recrute un binôme de deux volontaires, l'un·e issu·e de ces quartiers et l'autre en formation dans le milieu audiovisuel. Afin de préparer le contenu de la Web Télévision, une réunion éditoriale est organisée chaque mois, pour réfléchir collectivement, avec les personnes qui sont recruté·es, aux thématiques qui seront abordées. Les sujets de films sont proposés par les jeunes, les encadrant·es les accompagnent dans leurs projets. L'association travaille également en partenariat avec la classe de remobilisation d'Asnières-sur-Seine, un dispositif visant les collégien·nes en situation de décrochage scolaire, ainsi qu'avec la Mission Locale de Colombes, dans le cadre du Contrat d'engagement jeunes, ce qui permet de toucher des jeunes des quartiers prioritaires. Les thématiques abordées dans les productions vidéo peuvent être en lien étroit avec les besoins des acteur·ices du territoire. En 2020, Version Originale a réalisé, avec la Mission Locale d'Asnières-sur-Seine, un court-métrage intitulé « Invisibles », qui « permet de mieux comprendre comment on devient "invisible" aux yeux de la société ». Elle a également été mobilisée avec le club de prévention spécialisée PAGE, par le bailleur social

CDC Habitat à Asnières-sur-Seine, dans le cadre d'un chantier éducatif. *Il y avait un sujet défini par le bailleur : le cadre de vie, la propreté et les incivilités, on voulait le traiter avec un peu d'humour*, indique Dominique Tieri. Cela a donné lieu au film « Juste un petit mouchoir ». Cela favorise, selon la directrice, la diversification des chantiers éducatifs, en leur apportant une dimension artistique.

Et une approche en lien avec l'accès à la culture

Version Originale collabore également avec des institutions culturelles. Le partenariat avec le Centre des Monuments Nationaux lui a permis de tourner une série de vidéos dans plusieurs monuments, dont le Panthéon et le Mont-Saint-Michel. A travers sa convention avec le ministère de la Culture, l'association cherche à développer l'accès à la culture des jeunes, en organisant des sorties dans différents lieux culturels, notamment des visites de Châteaux ou des concerts de musique classique. Elle est elle-même mise à l'honneur dans un lieu culturel, étant sélectionnée pour diffuser ses films à la Micro-Folie de la médiathèque Alexandre Jardin, un musée numérique visant à promouvoir la culture par l'audiovisuel. Cela sera l'occasion de présenter les productions devant un public et ainsi de valoriser le travail réalisé par les jeunes. La structure collabore ainsi aujourd'hui avec une diversité de partenaires afin de mobiliser le public, d'élaborer des conventions ou encore d'obtenir des financements. En 2024, l'association compte poursuivre ces partenariats et développer une série, dont le premier épisode portera sur les relations police-population, avec un financement du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance.

CONTACT :

- Contact : Dominique Tieri, directrice de l'association Version Originale : versionoriginale92@gmail.com

Pôle ressources ville et développement social - 39 Rue des Bussys - 95600 Eaubonne
- contact@lepoleressources.fr - www.lepoleressources.fr



Et, en 2023, les productions du Pôle ressources

> Des publications

[Actes] Participation des habitant·es et quartiers populaires

Cette publication restitue les apports d'un séminaire proposé par le Pôle ressources, afin de questionner la façon dont la parole des habitant·es peut nourrir et impacter positivement les futurs contrats de ville.

www.lepolderessources.fr/participation-des-habitant%2b7es-quartiers-populaires-enjeux-et-pratiques-a-laune-des-nouveaux-contrats-de-ville/



[Dossier de presse] Éclairages sur les révoltes urbaines

Ce dossier de presse, réalisé par l'équipe du Pôle ressources, offre une sélection d'articles de presse, de tribunes, d'entretiens faisant suite aux événements survenus dans l'hexagone après la mort de Nahel, lors d'un contrôle de police, le 27 juin dernier.

www.lepolderessources.fr/eclairages-sur-les-revoltes-urbaines/

[Synthèse] Journée départementale des adultes-relais des Yvelines

Le Pôle ressources a appuyé les services de la préfecture des Yvelines, afin d'organiser un temps permettant aux médiateur·rices et à leurs employeur·euses de se retrouver le temps d'une journée à Poissy.

La synthèse de la journée en restitue le programme : appréhender le dispositif « adultes relais » à l'échelle du département, encourager la professionnalisation et la formation des médiateur·rices sociaux, valoriser les acteur·rices, présenter les dispositifs de la politique de la ville par territoire et soutenir l'échange de pratiques entre pair·es.

www.lepolderessources.fr/journee-departementale-des-adultes-relais-des-yvelines/



Dans le cadre du cycle de réflexion transition écologique et quartiers populaires



Économie circulaire

Cette publication restitue des éclairages d'expert·es ainsi que des expériences locales présentées lors des webinaires « Quelle économie circulaire pour des quartiers populaires et solidaires ? ». Ces interventions traitent des enjeux sociaux, économiques et environnementaux des territoires populaires et de leurs populations précarisées.

<https://www.lepolderessources.fr/acces-a-une-alimentation-durable-et-de-qualite/>

Accès à une alimentation durable et de qualité

Cette publication rend compte de la troisième journée du cycle initiée par le Pôle ressources, consacrée à l'accès pour les habitant·es des quartiers populaires à une alimentation durable, plus saine et de qualité, alors même qu'ils·elles se retrouvent plus qu'ailleurs confronté·es à des problématiques d'obésité, de diabète ou d'hypertension.

<https://www.lepolderessources.fr/acces-a-une-alimentation-durable-et-de-qualite/>



> Des replays

Inégalités et mal-logement

Ce webinaire a visé à dresser un état des lieux des inégalités, de la pauvreté et de la précarité, et de leurs évolutions (à l'échelle nationale et régionale), mais aussi de mieux comprendre les principaux concepts et indicateurs utilisés dans les différents rapports et enquêtes. Avec la Fondation Abbé Pierre et l'Observatoire des inégalités, il s'est agi de mieux appréhender les phénomènes nationaux pour pouvoir anticiper leurs effets dans les territoires et nourrir les politiques publiques locales.

www.lepoleressources.fr/webinaire-inegalites-et-mal-logement-de-quoi-parle-t-on/



Droit à un environnement sain : injustices et vécus en quartiers populaires

Dans le cadre du cycle « Espaces publics et santé », le Pôle ressources et Ressources Urbaines ont proposé un webinaire consacré au cadre de vie dans les quartiers franciliens. Il s'agissait de comprendre et d'interroger les enjeux d'accessibilité des habitant·es des quartiers populaires à des espaces favorables à leur santé. Ce podcast restitue l'intervention d'Anne-Laure Legendre, enseignante-chercheuse en santé environnementale.

www.lepoleressources.fr/droit-a-un-environnement-sain-injustices-et-vecus-en-quartiers-populaires/

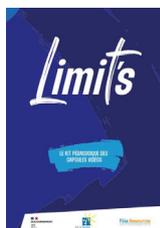
Priorités aux quartiers : de l'observation à la contractualisation

Dans le cadre du cycle « Les territoires à la loupe », le Pôle ressources a organisé une deuxième matinée « Priorité aux quartiers : de l'observation à la contractualisation » se donnant pour objectif de diffuser des méthodes inspirantes pour nourrir l'élaboration des nouveaux contrats de ville. Avec les interventions d'Hugo Botton, doctorant en sociologie (Le Compas) et d'Hélène Joinet, chargée d'étude (Institut Paris Région).

www.lepoleressources.fr/priorite-aux-quartiers-de-lobservation-a-la-contractualisation



> Des publications en coproduction



Kit Limit's

Une expérimentation, portée par la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA), avec la ville de Sarcelles et la Préfecture du Val d'Oise, en vue de sensibiliser le jeune public aux conséquences liées à l'entrée dans les réseaux de trafics de stupéfiants, a donné lieu à la réalisation d'un kit pédagogique, complété de capsules vidéos (réalisées avec le concours de Projet 2014).

www.lepoleressources.fr/kit-limits-outil-pour-lutter-contre-lentree-dans-les-trafics-de-stupefiant/

Recettes saines et gourmandes

Ce livret valorise le fruit de la démarche participative dans laquelle des habitant·es de l'est Val d'Oise se sont investis, dans le cadre de la coopérative d'acteurs nutrition 95. Le livret rassemble les différentes recettes imaginées et réalisées par ces habitant·es, lors de défis culinaires, visant à se challenger en cuisine autour de l'alimentation saine.

www.lepoleressources.fr/recettes-saines-et-gourmandes/





Pôle Ressources

Ville et développement social

Pôle ressources ville et développement social

39 rue des Bussys - 95600 Eaubonne

contact@lepoleressources.fr

Tenez-vous informé-es de l'actualité du Pôle ressources sur
www.lepoleressources.fr